

Coordination SUD

-- Positions des ONG - Actualités - Actu. campagnes en cours --

Actu. campagnes
en cours

**Année du microcrédit
2005 : la microfinance,
élément clef de la lutte
contre la pauvreté**

Clémence Pajot
mercredi 16 novembre 2005

L'année internationale du microcrédit 2005 a pris fin hier au siège de l'ONU, avec la clôture d'un Forum international visant à créer des secteurs financiers ouverts aux plus pauvres, alors que près de quatre milliards de personnes n'ont pas accès aux services financiers.

« Un petit prêt peut changer une famille. Plusieurs peuvent renforcer une communauté. Des milliers peuvent transformer une économie tout entière », tel est le credo de la microfinance et du microcrédit, qui a pour vocation de prêter des sommes qui peuvent paraître aussi réduites que 100 dollars, mais qui peuvent faire une réelle différence pour des millions de personnes dans le monde. « Que ce soit pour un nouvel outil, une machine, une échoppe dans un marché, des millions de pauvres et de personnes disposant d'un faible revenu ont profité d'un petit prêt pour améliorer leur vie », rappelle ainsi le Département de l'Information des Nations Unies (DPI) dans une [brochure](#) intitulée « Comment 100 dollars peuvent-ils transformer une économie ? », publié par le DPI et par le Fonds d'équipement des Nations Unies.

Voir le site consacré à [l'Année internationale du microcrédit](#)

- [Ecouter](#), sur la [radio de l'ONU](#), un extrait sonore de Ami Fayol Dioum Tall, Directrice générale du crédit municipal de Dakar au Sénégal

Tout au long de l'année, l'accent sur le microcrédit a eu pour objet de montrer l'évolution de la microfinance, qui est passée de la forme de dons à celle d'activités rentables tant pour les classes pauvres que pour les gouvernements et les investisseurs. Le « Forum international des Nations Unies en vue de créer des secteurs financiers fonctionnant sans exclusive » était organisé conjointement par la ([Deuxième Commission](#) des questions économiques et financières et la [Troisième Commission](#) sociale, humanitaire et culturelle de l'Assemblée générale », indique un [communiqué](#) de l'ONU paru hier à New York. Ce dernier événement a rassemblé 700 représentants de haut niveau et experts de gouvernements, du secteur privé, du milieu universitaire, de la société civile, des agences multilatérales et de la communauté de la microfinance, a indiqué le président de la Troisième Commission, Francis Butagira, de l'Ouganda. « Il s'agit là d'un symbole de l'importance de la microfinance en tant qu'instrument crucial à utiliser dans les efforts collectifs d'élimination de la pauvreté », a-t-il estimé. Appelant à la mise en œuvre des propositions formulées au cours des tables rondes organisées ces deux derniers jours, Francis Butagira a estimé que « cette manifestation a montré que la microfinance peut faire une vraie différence dans la vie des 2,8 milliards de personnes qui vivent avec moins de 2 dollars par jour, en leur donnant les moyens de s'aider eux-mêmes et en leur permettant de créer des sources d'emplois et de revenus afin qu'ils puissent investir dans le futur de leur enfants ». Lors de la clôture du Forum, Stanley Fisher, Gouverneur de la Banque d'Israël et président du Groupe de Conseillers de l'Année internationale du microcrédit, a indiqué que cette année, dédiée au microcrédit, avait dépassé les attentes du Groupe de Conseillers. 2005 a permis d'augmenter l'intérêt porté au microcrédit en général et de mieux faire comprendre aux décideurs politiques le rôle critique de l'accès aux services financiers pour les pauvres dans les efforts de réduction de la pauvreté, a-t-il insisté. Selon le Groupe de Conseillers, la promotion d'un accès amélioré à ces services représente un élément clef de l'ordre du jour international de développement, dont la réalisation des [objectifs du Millénaire pour le développement](#) (OMD).

Constatant toutefois que la microfinance demeurait encore bien en dessous de son potentiel, Stanley Fisher a fait part d'une série de recommandations mises en avant par le Groupe de Conseillers. Ainsi, il a souligné l'importance d'obtenir des données adéquates sur l'accès des pauvres aux services financiers. « Nous exhortons la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) à inclure des analyses supplémentaires des services financiers en faveur des pauvres dans les diverses statistiques qu'ils récoltent », a-t-il indiqué. Il a aussi mis en lumière le rôle que les gouvernements peuvent jouer pour promouvoir la microfinance. Ainsi, il a souhaité, au

nom du Groupe des Conseillers, qu'un juste équilibre soit trouvé entre la protection des consommateurs et les règles financières, affirmant entre autres que, trop souvent, celles-ci restreignaient l'action des institutions de microfinance. Parmi les autres recommandations faites par le Groupe de Conseillers, Stanley Fisher a suggéré de trouver des moyens de fournir les capitaux, souvent en provenance de l'étranger, en devises locales, afin d'en réduire les risques liés au taux de change. S'inquiétant que la microfinance reste une activité uniquement subventionnée, il a proposé que les institutions multilatérales et les autres donateurs réfléchissent sérieusement à la manière de développer une microfinance commercialement viable. De plus, il s'est félicité des diverses tentatives visant à utiliser les nouvelles technologies pour réduire les coûts des services financiers destinés aux pauvres et a recommandé que les donateurs encouragent cet élan d'innovation technologique qui fait ses premiers pas. Enfin, Stanley Fisher a rappelé que les clients des institutions de microfinance constituaient la force de la croissance de cette activité, et qu'ils devaient être consultés afin que les services financiers offerts répondent réellement à leurs besoins. Rappelant que plusieurs activités initiées lors de l'Année internationale du microcrédit n'ont pas encore atteint leur terme, Stanley Fisher a d'autre part recommandé que l'Organisation des Nations Unies nomme un groupe d'experts, pour une période n'excédant pas deux années, afin d'achever le travail commencé par le Groupe de Conseillers.

De Jean-Pierre Bugada Responsable de la communication pour la France et Monaco Centre régional d'information des Nations Unies (RUNIC) Bruxelles, Belgique